

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

ACCORD DU 30 NOVEMBRE 2005

RELATIF AUX BARÈMES SALARIAUX MINIMA POUR 2006

(AUVERGNE)

NOR : *ASET0650105M*

IDCC : *1702*

Entre :

La fédération des travaux publics de la région Auvergne,

D'une part, et

La CFDT section construction et bois Auvergne ;

Le syndicat FO-BTP ;

La CFTC,

D'autre part,

au cours de la commission paritaire qui s'est tenue le 30 novembre 2005, et en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Barèmes salariaux minima
pour les ouvriers travaux publics en Auvergne*

Pour l'année 2006, les valeurs minima annuelles des catégories et coefficients de la classification des ouvriers des travaux publics s'établissent comme suit, en Auvergne, sur la base de travail égale à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année :

NIVEAU	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE de point (en euros)	SALAIRE MINIMUM annuel sur la base 35 heures (en euros)
Niveau I			
Position 1	100	156,59	15 659,00
Position 2	110	143,54	15 789,40
Niveau II			
Position 1	125	130,25	16 281,25
Position 2	140	130,25	18 235,00
Niveau III			
Position 1	150	130,25	19 537,50
Position 2	165	129,41	21 352,65
Niveau IV	180	129,41	23 293,80

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur.

Article 2

Date et durée d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2006 et pour l'année 2006.

Elles annulent et remplacent celles de l'accord du 1^{er} décembre 2004 et applicables pour l'année 2005.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord est applicable au personnel Ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Auvergne (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme), étant entendu que la convention collective citée en préambule a été étendue.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé pour extension, conformément aux dispositions du code du travail, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Puy-de-Dôme et transmis, pour information, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire ainsi qu'aux conseils de prud'hommes de la région Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le 30 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)